La législation archivistique : Un élément indispensable à la sauvegarde de la mémoire collective/L'exemple de La loi 88-09 relative aux archives nationales algériennes

Lakhdar AMRANI*

Introduction :

Il faut reconnaitre que l'une des caractéristiques de cette fin de siècle est « l'accroissement considérable de l'information » suivi d'une demande d'informations sans cesse croissante et diversifiée. Cet état de fait, connu communément sous l'appellation « explosion documentaire » oblige toute société quel que soit son degré de développement de se doter de moyens lui permettant de canaliser ce flux documentaire sans cesse croissant. Toute société qui aspire à tirer des leçons de son passé, se sent obligée d'organiser, de traiter et d'utiliser efficacement l'information qui lui a servi à régler ses problèmes par le passé et dont elle dispose aujourd'hui, si elle a pris soin de la conserver. Les archives en tant qu'objets informationnels constituent une partie essentielle de ce stock inestimable d'informations (1).

A ce titre et comme par le passé proche, elles méritent qu'on leur assure au moins :

- Des bases légales claires
- Un bâtiment répondant aux normes de conservation et d'exploitation de ces archives
- Un personnel qualifié en vue de leur traitement
- Des moyens financiers et matériels
- Un programme d'intervention structuré de manière à rationaliser leur organisation et leur traitement.

Comme on peut le constater, telles sont les conditions qui doivent se retrouver dans un système d'archivage fiable.

* Chargé de cours Université d'Oran/Es Sénia

Et comme nous le rappelle le Conseil International des Archives dans « ses principes directeurs pour une loi sur les archives historiques et les archives courantes » : c'est par sa législation qu'un Etat traduit les principes auxquels, il tient le plus pour bien vivre en société.(2)

En d'autres termes, il y a lieu de constater que la législation en matière d'archives est un élément indissociable de toute politique visant la gestion des archives et de là, l'implantation d'un système d'archivage reposant sur des assises bien ancrées. Si on trouve normal pour les administrations de se doter de politiques en matière de développement économique, d'éducation, de culture, d'enseignement etc., qu'est ce qui peut les empêcher de s'entendre sur la nécessité et pourquoi pas l'obligation de développer et d'appliquer des politiques de gestion des archives. Une telle politique, comme l'ont souligné les Canadiens : « est une façon concertée et réfléchie de mettre en place les moyens qui permettent d'organiser et de traiter de façon efficace et rentable, l'ensemble des documents que produit une structure publique ou privée, physique ou morale dans le cadre de l'exercice de ses activités. »(3)

Cela étant, il ne faudrait pas non plus focaliser sur les lois et se dire que l'absence de loi entraîne automatiquement le gel de l'activité archivistique, car la réalité nous a démontré bien souvent le contraire.

En tout état de cause, il faudrait souligner que sur le plan pratique

- Il n'est pas vraiment nécessaire de disposer d'une loi sur les archives pour créer une institution d'archives : notre pays, par exemple, s'est doté de ce type d'institutions bien avant la promulgation de la loi en Janvier 1988.

- L'adoption d'une loi ne suffit pas elle seule, à doter un pays d'un système d'archivage suffisamment fiable et organisé. En témoigne, les lois adoptées à travers le monde (on peut citer le cas de l'Algérie et la Tunisie à titre d'exemple) et restées sans réelles conséquences sur terrain. Car, la masse d'archives demeure toujours, dans les services d'origine sous forme de magma(4) ignoré du public, même si une institution embryonnaire appelée « Archives Nationales » s'efforce d'abriter quelques fonds et diffuse sporadiquement des circulaires à cet effet.

- Une loi d'archives peut être progressiste et dépassée car, adaptée sous un régime devenu obsolète et sous une vision théorique limitée. Dans ce dernier cas, il faudrait la revoir de manière à répondre positivement aux préoccupations du jour avec une projection dans l'avenir.

1)- Éléments de contenu de la loi 88-09 du 26 Janvier 1988 relative aux archives nationales :

Pour mieux appréhender le caractère essentiel et les impacts de la législation archivistique, nous examinerons maintenant le contenu de la loi régissant nos archives qui détermine au premier chef son champ

d'application et partant, les documents, les organismes et les personnes qu'elle touche. En effet, la loi précise les documents sur lesquels elle porte et la façon dont elle les touche quand elle définit les archives; elle identifie les organismes que son application rejoint quand elle traite, du contrôle des archives publiques; et enfin, elle cerne les organismes et les personnes touchées quand elle traite du contrôle des archives privées.

1-1 Définition des archives et documents touchés par la loi :

Un des points essentiels de notre loi a été de définir ce que l'on considère comme faisant partie des archives. Ainsi, elle a délimité en quelque sorte le champ d'intervention de l'archiviste et le champ d'application qu'elle veut se donner, eu égard aux documents qui composent les archives. Qu'on aborde les archives par le contenant (type de supports touchés) ou par le contenu (l'information consignée), le législateur a tenté de donner une définition le plus large possible de la réalité que recouvrent les archives. Il a insisté sans trop de bruit, sur l'importance qu'il y a, d'une part, de toucher tous les supports, qu'ils soient textuels ou non textuels pour couvrir entre autres les archives électroniques et, d'autre part, de s'assurer que la loi s'applique à l'ensemble des documents quel que soit leur âge (archives courantes, archives intermédiaires et archives définitives) De cette façon ,il a essayé d'appliquer ainsi une archivistique globale, intégrée, fondée sur la continuité de la chaîne archivistique et l'unité de l'intervention de l' archiviste qui s'étend de la création des documents jusqu'à leur élimination ou tout au long de la conservation permanente de certains d'entre eux.

On s'en rend bien compte, qu'en définissant ce que sont les archives, la loi précise son champ d'application tout en identifie les documents qui les composent et précise de quelle façon elle intervient sur eux.

1-2 Contrôle des archives publiques et organismes touchés par la loi

En cette matière, la loi a tenté de donner une définition claire de ce dont sont constituées les archives publiques afin d'éviter toute ambiguïté quant à l'étendu des responsabilités qui pèsent sur elles. Cette définition a tenu compte de l'organisation administrative de l'époque et de la grande diversité des statuts régissant les organismes publics. Elle a été jusqu'à préciser aussi les catégories d'organismes publics auxquels s'applique la loi. Enfin, la loi a posé l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des archives publiques en principe absolu, faisant d'elles la propriété exclusive de l'État et partant, des organismes qui le composent.

1-3 La gestion des archives « courantes » et intermédiaires dans les organismes publics

Le législateur n'a pas hésité à interpeller les administrations quant à la prise en charge leurs archives « courantes » (d'une manière imperceptible

pour le lecteur) et intermédiaires, ce qui implique implicitement la désignation, dans chaque service, d'un responsable des archives.

Malheureusement, aujourd'hui encore, les fonctions de gestion des archives courantes et intermédiaires sont bien loin de recevoir partout la même attention. Alors qu'en matière d'archives définitives, la loi poursuit des objectifs éminemment culturels et patrimoniales, en revanche les mesures législatives expressément consacrées aux"archives courantes" sont perçues comme relevant plutôt d'un souci d'économie et d'efficacité gouvernementale.23 Cependant, et pour notre part, il ne fait pas de doute que les activités reliées aux archives courantes, intermédiaires et définitives ont davantage à relever d'un même texte de loi, puisqu'elles doivent être prises en charge par une institution d'archives unique dont un texte clair et précis porterait création.

A ce propos, les spécialistes sont unanimes à réclamer un resserrement des relations entre les archives et l'administration et à souhaiter que le droit d'inspection sur la gestion des archives courantes soit sanctionné par une législation explicite. Il serait souhaitable qu'un un tel droit de regard sur la création, la conservation et l'élimination des documents dans les administrations publiques, soit accordé aux Archives nationales notamment sous la forme de "mission" d'archivistes détachés auprès des ministères.

Il est bon également que les Archives nationales soient autorisées à créer et entretenir des centres où seront entreposées les archives intermédiaires. On a pu déplorer par le passé que ce système pratique ne soit pas assez généralisé, ou que les dépôts intermédiaires ne constituent pas toujours des entités centralisées au statut clairement défini. Les dépôts de cette sorte devraient dépendre juridiquement des Archives nationales plutôt que de l'administration productrice. Toutefois il est logique que l'organisme d'origine reste le propriétaire légal des documents confiés aux dépôts de préarchivage.

-1-4 La gestion des archives définitives dans les organismes publics :

A cet effet et malgré les problèmes qui peuvent être générées par une telle décision, le législateur a posé comme principe le versement obligatoire des documents publics à valeur permanente aux Archives Nationales. Cela étant, la période de préarchivage reste à préciser (deux années qui suivent l'expiration du délai règlementaire de conservation ?).

En pratique,le délai général de conservation dans les bureaux est fixé pour une période qui s'étale entre05et100 ans, 50 et 30 ans étant les périodes les plus répandues) toutefois la meilleure façon de gérer le

problème serait l'application d'un calendrier de conservation dont les règles constituées pour chaque série ou type de documents prévoient le moment précis ou ce dernier passe aux archives définitives.(5)

En ce qui concerne la conservation et la restauration, l'attention du législateur portée à cet aspect est faible. A cet effet, il a été confié aux Archives nationales le soin d'assurer la conservation et la restauration des documents dans un environnement adéquat. Le secteur d'activité que représente l'archivage aurait tout à gagner si la loi avait stipulé expressément les conditions dans lesquelles les documents sont conservés (bâtiments, équipements) et restaurés (ateliers de restauration). Les mesures de sécurité qui s'imposent pourront, quant à elles, être arrêtées par voie réglementaire.

En matière de classification et de description, il aurait suffit d'énoncer les grands principes dans la législation en laissant le détail aux règlements et directives. Malheureusement, ça n'a pas été le cas. Alors qu'il importait en ce domaine que, malgré l'absence de normalisation dans notre pays, les services d'archives publiques soient tenus par la loi de mettre en place des systèmes de classification qui respectent les principes reconnus et de doter leurs fonds d'archives d'instruments de recherche appropriés et répondant à la pratique établie.

Quant à la communicabilité, la loi a pris en compte l'existence avec une très grande discrétion la législation régissant le droit à l'information et la protection de la vie privée. Elle a posé un caractère public des archives publiques et s'est attachée à en garantir la communication aux ayants droit. Elle a édicté les règles fondamentales portant sur l'accès aux documents, sur les restrictions qui peuvent être appliquées. Elle a même prévu des exceptions à la règle mais alors, avec plus ou moins une grande précision (protection des intérêts de l'État, respect de la vie privée, etc.)

En vertu de l'article 10(6), les archives publiques sont librement et gratuitement communicables à l'expiration d'un délai de 25 ans de leur date de production, sauf que pour protéger la souveraineté nationale, l'ordre public et l'honneur des familles certains documents ne sont communicables qu'après expiration d'un délai fixé à :

- 50 ans à compter de la date de clôture des affaires portées devant les juridictions et n'ayant pas trait à la vie privée des personnes.
- 60 ans à compter de la date de l'acte pour les documents intéressant la sûreté de l'Etat ou la défense nationale, dont la liste sera fixée par voie réglementaire (ce qui n'a jamais été le cas, à ce jour).

- 100 ans à compter de la date de naissance (des personnes intéressées) pour les documents comportant des renseignements individuels de caractère médical, ainsi que pour les dossiers concernant la vie privée des personnes.

2- Contrôle des archives privées: les personnes morales et physiques touchées par la loi :

Par le contrôle qu'elle propose sur les archives privées, la loi vise les organismes privés, bien sûr, mais aussi les personnes, même si cet aspect n'intervient que dans une très faible mesure. Dans le passé, les archives privées relevaient souvent de mesures législatives de caractère général relatives à l'exportation des biens culturels,tels les monuments historiques ou les objets d'art. Des mesures plus spécifiques et cohérentes s'imposaient donc afin d'unifier le droit des archives privées et notre législateur en a tenu compte.

Il va de soi que la législation ne peut contrôler les archives privées de façon aussi serrée que les archives publiques. Néanmoins notre loi les a soumises à certains droits de contrôle, compte tenu du degré d'autonomie des autorités locales et selon le contexte économique et social du pays. Le législateur a envisagé d'interdire ou de limiter leur exportation, et s'est soucié de conserver sur le territoire les sources documentaires de notre histoire. Il faut signaler qu'à cet égard, les participants de la 6e CITRA ont préconisé une plus grande coopération internationale visant à signaler aux pays intéressés les fonds privés transférés sans autorisation.(7) Pour protéger la sauvegarde de la mémoire collective, le législateur a autorisé les Archives nationales à acquérir des archives privées grâce à un droit de préemption et interdire toute élimination d'archives sans l'aval de cette dernière.

Au chapitre de la communicabilité, notre loi reste muette, tandis que les participants au 8e Congrès du CIA ont préconisé l'application des mêmes règles de communication pour les archives publiques et privées.(8) Malheureusement, les mesures de protection des archives privées omettent le plus souvent de réglementer leur accessibilité. Or l'intérêt grandissant des chercheurs pour l'histoire économique et sociale récente commande un minimum de garantie pour l'accès aux archives privées d'intérêt national, notamment les archives d'entreprises, d'associations et de syndicats. Certains pays tentent d'encourager le transfert de fonds privés aux Archives nationales en permettant aux déposants d'en réglementer l'accessibilité à leur guise, mais Ketelaar juge préférable de laisser cette prérogative à l'archiviste,considérant que les réticences des déposants comptent peu au regard de l'histoire.(9)

A cet égard, la 10e CITRA a posé que les restrictions de communication formulées par les dépositaires ne devraient jamais revêtir

un caractère général et systématique, ni s'étendre au-delà de la vie du propriétaire et de son héritier direct. (10)

Il faut toutefois se montrer prudent dans la mise en valeur et la diffusion des fonds privés renfermant des documents, sujets au droit de propriété intellectuelle.

Le sort des diverses catégories d'archives privées pourra être arrêté plus en détail par voie réglementaire.

3- Base et missions de l'institution des Archives Nationales

Il apparaît clairement que l'une des meilleures façons de prendre en charge ses archives est de disposer d'une législation archivistique parce que celle-ci donne de l'autorité et de la crédibilité aux fonctions de l'archivage (poids juridique de la loi), car le droit au savoir, le droit à la protection des preuves, le droit à l'information, le droit à l'oubli, toutes les choses dont doit se soucier l'archivistique, sont, dans les démocraties, des droits fondamentaux.

Ces droits, qui préexistent le plus souvent à la loi sur les archives, doivent figurer d'une façon ou d'une autre dans la loi sur les archives, car ils ne sont pas sans influence sur la portée de ladite loi. Notre législateur en a tenu compte et a essayé de poser les premières bases d'une fonction qui existait jusque-là, mais vue avec un certain dédain.

Ainsi, à travers les missions des Archives Nationales auxquelles la loi a consacré cinq articles, le législateur essaye d'imposer l'autorité archivistique autour de trois axes fondamentaux :

*Archives et organisation des archives.

*Archives et patrimoine.

*Archives, accès aux archives, protection des informations réservées.

- Archives et organisation des archives

Il faudrait noter dès le départ qu'une loi n'est réellement applicable qu'avec un système déjà en place et que vivre sous le régime d'une loi sur les archives pré-existantes est sans doute pire que de vivre sans loi sur les archives.

En effet, l'autorité archivistique naissante doit être déjà suffisamment organisée et sûre d'elle pour être capable de faire appliquer la loi. Dans ces conditions, la loi est venue consacrer l'autorité archivistique au sein du système politique du pays. En effet, c'est ce qui est arrivé chez nous dans la mesure où le système d'archivage existait

déjà dans quelques Wilaya du pays et que la loi n'a fait que renforcer cet état de fait afin de l'étaler aux autres Wilayas qui en étaient dépourvus.

- Archives et patrimoine

Les archives nous rappelle le législateur, constituent un patrimoine culturel qui est "mémoire du pays". Et par conséquent l'objet matériel que représente les archives doit donc être considéré et conservé comme tel, au même titre que tout autre bien culturel.

La préservation à long terme de ce patrimoine commun à tous doit être assurée:

*tant sur le plan juridique (protection comme patrimoine public pour les archives publiques)

*que sur le plan intellectuel (traitements appliqués non mutilants, notamment lors des opérations de classement, qui doivent suivre le principe de respect des fonds)

*ou matériel (conditions de conservation optimales dans des locaux adaptés): la dégradation, le vol de documents d'archives, et tout particulièrement d'archives publiques, doivent être sanctionnés.

- Archives, accès aux archives, protection des informations réservées

Le citoyen doit pouvoir compter sur l'institution Archives:

* comme un outil d'accessibilité à l'information administrative ou historique à court, moyen et long terme, en fonction du contenu des archives,

* comme un garant de la protection des informations réservées.

Certes, la perception de la communicabilité des documents dépend des traditions politiques, administrative, juridique et culturelle de chaque pays, mais cette perception des droits du citoyen, tant à l'information et à l'accès à l'information qu'à la protection d'informations réservées, a trouvé un cadre règlementaire avec la loi. Certes, il y a beaucoup de choses à dire sur les délais mais il n'empêche que l'archiviste se sent enfin protégé en matière de communication d'archives.

Apparemment les règles d'accès ont été conçues pour être les mêmes pour tous, et sans discrimination.

Elles ont été conçues du moins à priori, dans le souci de la recherche d'un équilibre qui fasse en sorte que les documents continuent d'être créés et déposés, pour être conservés, sans crainte d'une communication trop hâtive.

CONCLUSION

La législation archivistique est donc le fondement juridique essentiel de toute politique en matière d'archives. Comme nous l'avons déjà affirmé plus tôt, cette politique doit s'inscrire dans le système national d'information qui, à son tour, a avantage à devenir une composante du plan de développement du pays. Dans un tel contexte, les archives seront une véritable ressource informationnelle à la condition cependant qu'on leur accorde l'attention voulue.

Les principaux problèmes qui se posent dans le domaine de la législation archivistique ont souvent à voir avec le degré de volonté qu'ont les décideurs, eu égard à l'application de ladite législation. En cela, la plus grande précision est essentielle quant aux documents, aux organismes et aux personnes touchées. Pour qu'une volonté d'application existe, il est primordial que la définition des documents visés soit la plus large possible de façon à couvrir tous les supports et l'ensemble du cycle de vie des archives. Quant aux organismes, la loi d'archives doit en fournir une liste complète en même temps qu'elle doit prévoir comment et en quoi elle les touche. Enfin, même si les personnes ne sont visées que dans une moindre mesure par les lois d'archives, cela n'empêche pas qu'il faille décider des modes précis selon lesquels elles sont visées.

Notes :

1- Couture, Carol, Ducharme, Jacques et Rousseau, Jean-Yves. "L'archivistique a-t-elle trouvé son identité ?" Argus, vol. 17, no 2 (juin 1988), p. 51-60.

2- Principes directeurs pour une loi sur les archives historiques et les archives courantes» (1977). *Janus*, 1, p. 1-18

3- Couture, Carol et Rousseau, Jean-Yves. Les archives au XXe siècle: une réponse aux besoins de l'administration et de la recherche. Montréal, Secrétariat général, Service des archives, Université de Montréal, 1982, p. 15.

4 -BADJADJA Abdelkrim : Directeur Général des Archives Nationales (1992-2001)

5- COUTURE, Carol et LAJEUNESSE, Marcel. *Législations archivistiques et politiques nationales d'archives: étude comparative d'impact*. Montréal, EBSI, 1991, p. 403-405.

6 - La loi 88-09 du 26 Janvier 1988 relative aux archives nationales

7- Bautier, Robert-Henri et al. Actes de la sixième Conférence internationale de la Table ronde des archives: les archives dans la vie internationale. Paris, Direction des Archives de France, Imprimerie nationale, 1963, p. 147.

8- Prasad, S. N. "The liberalisation of access and use", in Conseil international des archives, Actes du 8e Congrès international des Archives (Washington, 27 Septembre-1er Octobre 1976) München, K. G. Saur, 1979, in Archivum, 26, 1979, p. 137-143.

9-Ketelaar, Eric. "L'accès aux archives aux Pays-Bas." La Gazette des archives, 130/131, (3e/4e trimestre 1985) p. 201.

10- Bautier, Robert-Henri. "Problèmes concrets posés aux directions d'archives par les projets de libéralisation en matière de communication des documents." in Conseil international des Archives, Actes de la dixième conférence de la Table ronde des archives (Copenhague 1967), Paris, Direction des Archives de France, Imprimerie municipale, 1969, p. 38.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUE

LA LOI 88-09 DU 26 JANVIER 1988 RELATIVE AUX ARCHIVES NATIONALES

BAUTIER, Robert-Henri et al. Actes de la sixième Conférence internationale de la Table ronde des archives: les archives dans la vie internationale. Paris, Direction des Archives de France, Imprimerie nationale, 1963

BAUTIER, Robert-Henri. "Problèmes concrets posés aux directions d'archives par les projets de libéralisation en matière de communication des documents." in Conseil international des Archives, Actes de la dixième conférence de la Table ronde des archives (Copenhague 1967), Paris, Direction des Archives de France, Imprimerie municipale, 1969

COUTURE, Carol et ROUSSEAU, Jean-Yves. Les archives au XXe siècle: une réponse aux besoins de l'administration et de la recherche. Montréal, Secrétariat général, Service des archives, Université de Montréal, 1982

COUTURE, Carol et LAJEUNESSE, Marcel. Législations archivistiques et politiques nationales d'archives: étude comparative d'impact. Montréal, EBSI, 1991

COUTURE, Carol, DUCHARME, Jacques ET ROUSSEAU, Jean-Yves. "L'archivistique a-t-elle trouvé son identité ?" Argus, vol. 17, no 2 (juin 1988).

KETELAAR, Eric. "L'accès aux archives aux Pays-Bas." La Gazette des archives, 130/131, (3e/4e trimestre 1985)

PRASAD, S. N. "The liberalisation of access and use", in Conseil international des archives, Actes du 8e Congrès international des Archives (Washington, 27 Septembre-1er Octobre 1976) München, K. G. Saur, 1979, in Archivum, 26, 1979

Principes directeurs pour une loi sur les archives historiques et les archives courantes» (1977). *Janus*, 1

Les principes fondamentaux de la loi 88-09 du 26 janvier 1988

Relative aux archives nationales

06 titres
30 articles

TITRE I
Dispositions générales (04 articles)
Une définition fonctionnelle et organique des archives
TITRE II
Des archives publiques (07articles)
Constitution des archives publiques
Leur statut (insaisissables, inaliénables, imprescriptibles)
Interpellation des producteurs de ce type d'archives dans la prise en charge de leur produit (pré archivage)
Le tri et l'élimination de ces archives
Le versement des archives définitives au plus tard dans les 2 années qui suivent l'expiration du délai de conservation aux archives nationales
La communication des archives au public après 25ans (date de production)
- **50 ans à partir de la clôture (archives judiciaires n'ayant pas trait à la vie privée)**
- **60 ans à partir de l'acte (archives de la sûreté de l'Etat et de la défense nationale)**
- **100 ans à compter de la date de naissance (archives hospitalières ou dossiers de la vie privée des gens)**

TITRE III
Les archives privées (07articles)
La constitution de ce type d'archives
La déclaration volontaire de ces archives
Le classement de ces archives
Quelques dispositions relatives au statut juridique de ces archives
TITRE IV
Du transfert et de la conservation des archives (05 article)
Les missions des Archives Nationales (collecte, conservation, traitement, et communication des archives au public)
Constitution, protection et gestion du patrimoine archivistique en collaboration avec le conseil supérieur des archives)
TITRE V
Dispositions pénales (05articles)
Relatives aux cas d'élimination ou de détérioration des archives (voir communication sur le tri et l'élimination)
TITRE VI
Dispositions finales (02articles)

L'industrie algérienne au début du XX^e siècle : Présentation du premier rapport sur l'industrialisation de l'Algérie coloniale

Dr. Mohammed Salah BOUKECHOUR*

-Introduction

L'histoire de l'économie de l'Algérie pendant la colonisation, en particulier celle du secteur industriel, est quasi-marginalisée dans les études algériennes. Plusieurs facteurs, à notre avis, expliquent cette absence des études économiques concernant la période coloniale. Vraisemblablement, l'un de ces facteurs réside dans la nature du régime colonial et la violence des rapports exercés sur les Algériens. Ceci a poussé la première génération de chercheurs algériens, ayant été eux même victime de l'exclusion, à se focaliser sur les études sociopolitiques de l'Algérie coloniale. De même, il faut ajouter à cela l'intensité des évènements militaires et politiques qui ont marqué l'ère coloniale. Autre élément et ce n'est pas le dernier, la qualité des rapports recommandés par l'administration coloniale dès les premiers temps de la colonisation et qui traitaient des sujets beaucoup plus sécuritaires, politiques et sociales. Le Rapport d'Alexis de Tocqueville de 1847, intitulé « *Premier rapport sur l'Algérie* » est l'illustration parfaite des ces travaux sur l'Algérie.

Cette domination des sujets sociopolitiques nous ramène, ainsi, à s'interroger sur la nature de l'économie algérienne, en particulier celui de l'industrie, durant la première période de l'ère coloniale. L'Algérie a-t-elle donc possédé une industrie? L'administration coloniale était-elle intéressée par le sujet ? La réponse, est bien évidement, affirmative : L'Algérie a, bel et bien, possédé une industrie durant la première période coloniale et le premier rapport qui traite le sujet est celui de S. Laboubée(2).

Dans cette conurbation, nous nous attacherons uniquement à présenter une lecture simple de l'industrie algérienne, en se focalisant uniquement sur ce rapport. De ce fait, notre objectif n'est autre que l'exposition de l'industrie algérienne, sa nature et ses caractéristiques durant le début du XX^e siècle.

* Maître assistant, Université Hassiba Ben Bouali Chlef